

Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'août 2026

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Finances et du Revenu national, 2026
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

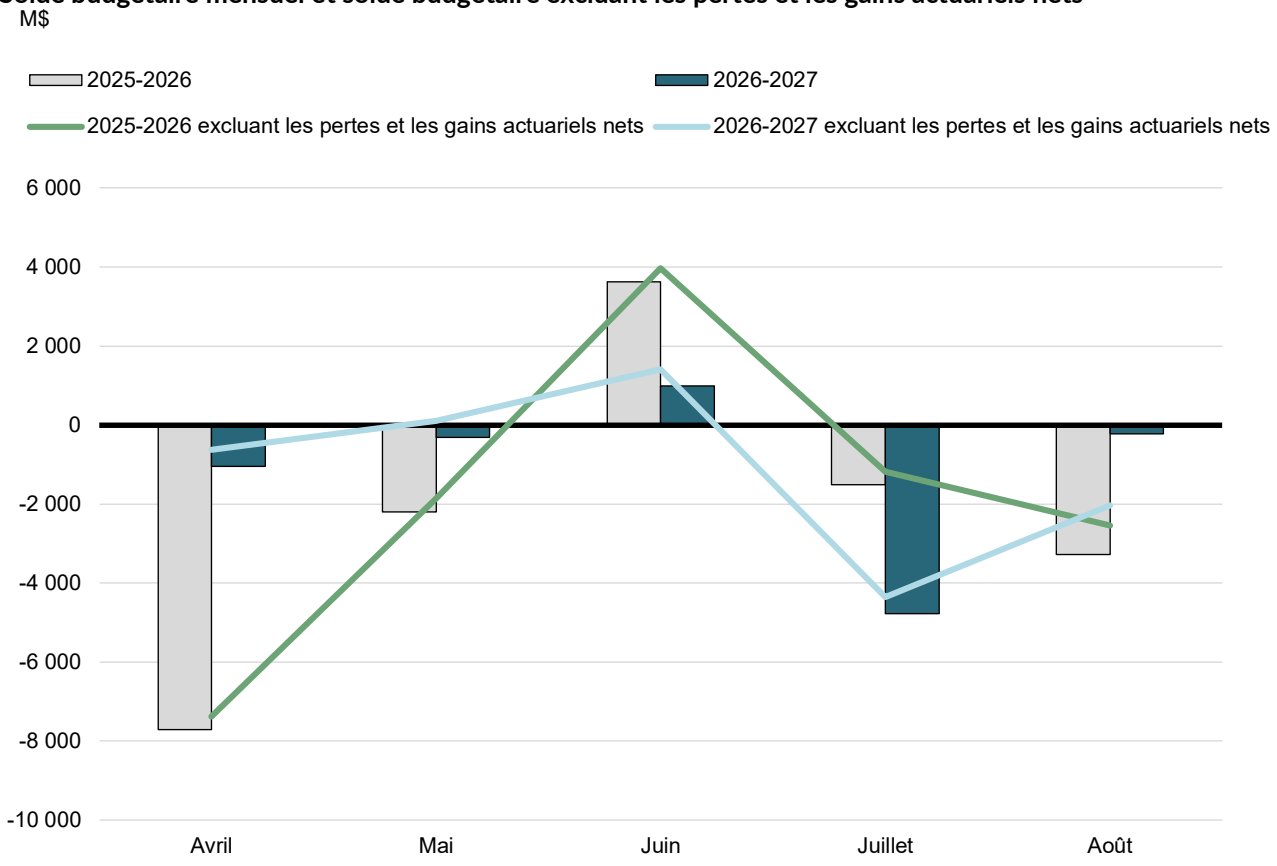
Faits saillants

Août 2026

Le mois d'août 2026 s'est soldé par un déficit budgétaire de 0,2 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 3,3 milliards de dollars en août 2025. Le déficit budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 2,0 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,5 milliards de dollars pour la même période en 2025-2026. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel et de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Graphique 1

Solde budgétaire mensuel et solde budgétaire excluant les pertes et les gains actuariels nets



Comparativement à août 2025 :

- Les revenus ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (6,2 %), ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu et des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS).
- Les charges de programmes excluant les pertes et les gains actuariels nets ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (3,1 %), ce qui s'explique principalement par la hausse des principaux transferts aux particuliers.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (16,1 %), en grande partie sous l'effet d'un rajustement cumulatif des charges d'intérêts liées aux obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en août 2026 en fonction des évaluations actuarielles préparées pour les Comptes publics du Canada, ainsi que de la hausse des taux d'intérêt sur les obligations négociables, compensés en partie par des rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.
- Le gouvernement a enregistré des gains actuariels nets de 1,8 milliard de dollars en août 2026, comparativement à des pertes actuarielles nettes de 0,7 milliard de dollars en août 2025. Cette variation découle d'un rajustement cumulatif comptabilisé en août 2026 à la suite de la mise à jour des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement. En août 2025, les pertes actuarielles nettes avaient augmenté en raison d'un rajustement cumulatif fondé sur les évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025*.

Avril à août 2026

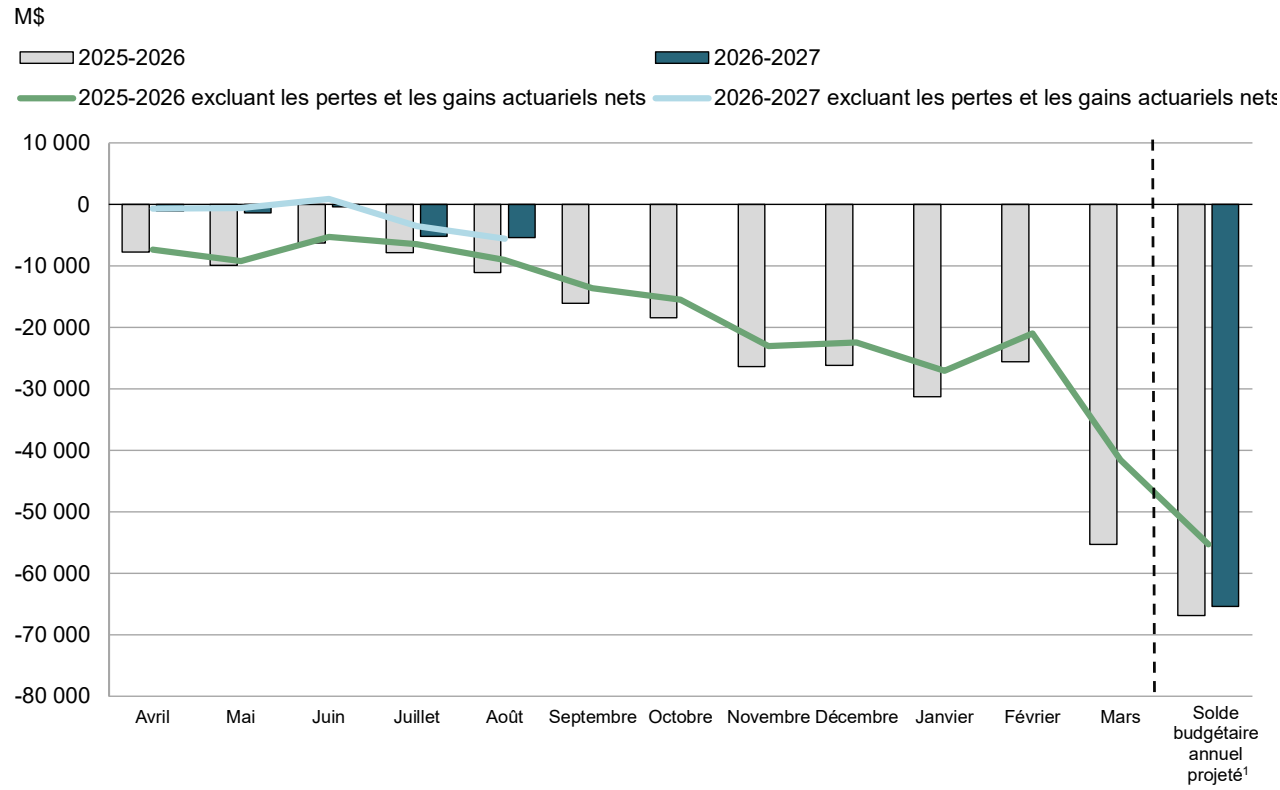
Le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 5,4 milliards de dollars pour la période d'avril à août de l'exercice 2026-2027, par rapport à un déficit de 11,1 milliards de dollars pour la même période de 2025-2026. Le déficit budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets s'établissait à 5,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 9,0 milliards de dollars pour la période d'avril à août de l'exercice 2025-2026.

Comparativement à 2025-2026 :

- Les revenus ont augmenté de 14,4 milliards de dollars (7,1 %), ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, des autres revenus et des revenus tirés de la TPS, compensée en partie par la baisse des droits de douane à l'importation et des revenus tirés des taxes sur l'énergie.
- Les charges de programmes excluant les pertes et les gains actuariels nets ont augmenté de 8,8 milliards de dollars (4,7 %), principalement sous l'effet de la hausse des charges de programmes directes et des principaux transferts aux particuliers, compensée en partie par la baisse des produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (9,1 %), ce qui est attribuable principalement à la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables. L'accroissement des charges d'intérêts liées aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés ainsi que les rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation ont aussi contribué à l'augmentation, qui a été atténuée dans une certaine mesure par la baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor.
- Le gouvernement a enregistré des gains actuariels nets de 0,2 milliard de dollars pour la période d'avril à août 2026, comparativement à des pertes actuarielles nettes de 2,1 milliards de dollars pour la même période en 2025, en raison de l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement en date du 31 mars 2026 et de la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulatif de l'exercice et solde budgétaire cumulatif excluant les pertes et les gains actuariels nets



[1] Source : Mise à jour économique du printemps de 2026

Tableau 1

État sommaire des opérations

M$

	Août		Avril à août	
	2025	2026	2025-2026	2026-2027
Opérations budgétaires				
Revenus	37 733	40 069	201 176	215 537
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes et les gains actuariels nets	-35 870	-36 983	-187 163	-195 952
Frais de la dette publique	-4 408	-5 119	-23 005	-25 099
Solde budgétaire excluant les pertes et les gains actuariels nets	-2 545	-2 033	-8 992	-5 514
Gains actuariels nets (pertes actuarielles nettes)	-735	1 810	-2 075	150
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 280	-223	-11 067	-5 364
Opérations non budgétaires	-3 123	-5 194	-36 668	-54 778
Ressources ou besoins financiers	-6 403	-5 417	-47 735	-60 142
Variation nette dans les activités de financement	21 800	4 421	89 842	63 974
Variation nette de la trésorerie	15 397	-996	42 107	3 832
Trésorerie à la fin de la période			88 248	52 171

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Au total, les revenus en août 2026 se sont chiffrés à 40,1 milliards de dollars, soit une hausse de 2,3 milliards de dollars (6,2 %) par rapport à août 2025.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (6,2 %) par rapport à la même période de l'exercice 2025-2026, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers, de même que des revenus tirés de la TPS. Cette hausse a été compensée en partie par la diminution des revenus tirés des taxes sur l'énergie attribuable aux mesures d'allègement de la taxe d'accise sur le carburant mises en place en avril 2026 ainsi que la baisse des droits de douane à l'importation à la suite de la suppression de contre-mesures imposées en réponse aux droits de douane américains.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 19 millions de dollars (0,7 %).
- Les autres revenus ont connu une hausse de 0,4 milliard de dollars (9,5 %), en grande partie sous l'effet d'une augmentation des revenus des sociétés d'État entreprises ainsi que des revenus d'intérêts et de pénalités.

Les revenus pour la période d'avril à août de l'exercice 2026-2027 se sont élevés à 215,5 milliards de dollars, soit une hausse de 14,4 milliards de dollars (7,1 %) par rapport à la même période en 2025-2026.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 8,0 milliards de dollars (4,8 %), comparativement à la même période en 2025-2026, ce qui s'explique par la hausse de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui découle de la croissance des salaires, des traitements et de l'emploi, et la hausse des revenus tirés de la TPS à la suite d'un retour à des niveaux plus comparables à ceux historiquement observés après avoir enregistré un niveau exceptionnellement faible au début de 2025-2026. Ces hausses ont été compensées en partie par la baisse des droits de douane à l'importation et des revenus tirés des taxes sur l'énergie.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (4,9 %), en raison de la croissance du nombre de personnes en emploi et de la hausse du maximum de la rémunération assurable qui a pris effet le 1er janvier 2026.
- Les autres revenus ont augmenté de 5,7 milliards de dollars (29,1 %), principalement sous l'effet de la hausse des revenus d'intérêts et de pénalités, de même que de l'augmentation des revenus des sociétés d'État entreprises.

Tableau 2
Revenus

	Août			Avril à août		
	2025[1]	2026	Variation	2025-2026[1]	2026-2027	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	18 725	19 648	4,9	89 762	96 328	7,3
Sociétés	5 268	6 288	19,4	38 078	38 705	1,6
Non-résidents	1 074	1 216	13,2	5 590	6 196	10,8
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	25 067	27 152	8,3	133 430	141 229	5,8
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 768	4 491	19,2	22 621	25 967	14,8
Taxes sur l'énergie	497	-11	-102,2	2 283	1 254	-45,1
Droits de douane à l'importation	1 126	712	-36,8	5 789	3 637	-37,2
Autres taxes, taxes d'accise et droits d'accise	685	737	7,6	3 155	3 183	0,9
Total des autres taxes et droits	6 076	5 929	-2,4	33 848	34 041	0,6
Total des revenus fiscaux	31 143	33 081	6,2	167 278	175 270	4,8
Cotisations d'assurance-emploi	2 587	2 606	0,7	14 412	15 120	4,9
Autres revenus	4 003	4 382	9,5	19 486	25 147	29,1
Total des revenus	37 733	40 069	6,2	201 176	215 537	7,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
[1] Certaines données comparatives ont été reclassées pour refléter la présentation de l'exercice en cours. En particulier, les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers sont inclus dans les autres revenus, ce qui cadre avec la fin de l'application de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1er avril 2025.

Charges

Pour le mois d'août 2026, les charges de programmes excluant les pertes et les gains actuariels nets se sont chiffrées à 37,0 milliards de dollars, soit une hausse de 1,1 milliard de dollars (3,1 %) par rapport à août 2025.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent le programme de la Sécurité de la vieillesse, les prestations d'assurance-emploi ainsi que les prestations pour enfants, ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (9,8 %).
  - Les transferts au titre du programme de la Sécurité de la vieillesse ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (6,3 %), en raison de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
  - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (22,1 %), ce qui est attribuable en grande partie à de nouvelles mesures qui ont élargi l'accès aux prestations d'assurance-emploi, de même qu'à un effet du calendrier étant donné que le mois d'août 2026 comptait une période de paiement du dimanche de plus que le mois d'août 2025.
  - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (7,2 %), en partie sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation, qui prend effet le 1er juillet de chaque année.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (2,6 %), en raison des hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires, compensées en partie par une différence d'une année à l'autre dans le calendrier des transferts au titre du volet communautaire du Fonds pour bâtir des collectivités fortes (auparavant le Fonds pour le développement des collectivités du Canada).
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 0,1 milliard de dollars (62,2 %), ce qui s'explique par l'élimination structurelle progressive de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers et des autres mécanismes de retour des produits de la redevance sur les combustibles à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1er avril 2025.

- Les charges de programmes directes ont diminué de 0,2 milliard de dollars (1,1 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (1,4 %).
  - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont diminué de 0,3 milliard de dollars (2,6 %). Cette baisse est attribuable en grande partie à un rajustement cumulatif des charges liées aux régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en fonction des évaluations actuarielles préparées pour les Comptes publics du Canada. Elle a été compensée en partie par une hausse des charges pour créances irrécouvrables relativement aux impôts à recevoir, qui découle d'une modification de la méthode comptable. Cette modification, mise en place en décembre 2025, fait que des charges ont été comptabilisées plus tôt dans l'exercice. La baisse a aussi été compensée en partie par une hausse des charges au titre de la défense.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (16,1 %), en grande partie sous l'effet d'un rajustement cumulatif des charges d'intérêts liées aux obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés en août 2026 en fonction des évaluations actuarielles à jour, ainsi que de la hausse des intérêts s'appliquant aux obligations négociables, compensés en partie par des rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation.

Les gains actuariels nets, qui représentent l'amortissement des changements à la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs et les actifs connexes, se sont chiffrés à 1,8 milliard de dollars en août 2026, comparativement à des pertes actuarielles nettes de 0,7 milliard de dollars en août 2025. Cet écart découle d'un rajustement cumulatif comptabilisé en août 2026 faisant suite à la mise à jour des évaluations actuarielles. Un rajustement cumulatif semblable apporté en août 2025 en fonction des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2025* avait donné lieu à une hausse des pertes actuarielles nettes.

Pour la période d'avril à août de l'exercice 2026-2027, les charges de programmes excluant les pertes et les gains actuariels nets se sont élevées à 196,0 milliards de dollars, soit une hausse de 8,8 milliards de dollars (4,7 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (6,1 %).
  - Les transferts au titre du programme de la Sécurité de la vieillesse ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (5,4 %), en grande partie en raison de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
  - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (9,7 %), ce qui est attribuable en grande partie à de nouvelles mesures qui ont élargi l'accès aux prestations d'assurance-emploi.
  - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (4,5 %), ce qui s'explique en partie par l'indexation des prestations aux prix à la consommation.
- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 9 millions de dollars (moins de 0,1 %), du fait que les hausses prévues par la loi pour le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, les transferts au titre de la péréquation et les transferts aux territoires ont été compensées par des différences d'une année à l'autre dans le calendrier des transferts, notamment des versements au titre des accords de santé avec les provinces et territoires et du système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, et une augmentation des recouvrements au titre des points d'impôt dans le cadre de l'abattement d'impôt du Québec.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont diminué de 2,2 milliards de dollars (84,8 %), en raison de l'élimination structurelle progressive de la Remise canadienne sur le carbone pour les particuliers et des autres mécanismes de retour des produits de la redevance sur les combustibles à la suite de l'élimination de la redevance fédérale sur les combustibles à compter du 1er avril 2025.

- Les charges de programmes directes ont augmenté de 7,5 milliards de dollars (9,2 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (10,4 %), ce qui s'explique par la hausse de différents transferts, notamment en ce qui concerne les contributions au titre de la défense, l'Allocation canadienne pour les travailleurs, les transferts en lien avec les peuples autochtones, les versements au titre de la nouvelle Prestation canadienne pour les personnes handicapées, qui ont commencé en juillet 2025, et le soutien dans le cadre du Régime canadien de soins dentaires.
    - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 4,2 milliards de dollars (8,5 %). Cette augmentation est attribuable en grande partie à une modification de la méthode de comptabilisation des charges pour créances irrécouvrables liées aux impôts à recevoir, qui a fait que des charges ont été comptabilisées plus tôt dans le présent exercice au lieu d'à la période d'après le mois de mars, de même qu'à une hausse des charges au titre de la défense.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,1 milliards de dollars (9,1 %), en grande partie en raison de la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens et de l'encours des obligations négociables. L'accroissement des charges d'intérêts liées aux régimes de retraite et aux avantages ainsi que les rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation ont aussi contribué à l'augmentation, qui a été atténuée dans une certaine mesure par la baisse des taux d'intérêt à court terme sur les bons du Trésor.

Le gouvernement a enregistré des gains actuariels nets de 0,2 milliard de dollars pour la période d'avril à août 2026, comparativement à des pertes actuarielles nettes de 2,1 milliards de dollars pour la même période en 2025, ce qui s'explique par l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement en date du 31 mars 2026 et la fin de l'amortissement de certaines pertes actuarielles nettes d'exercices antérieurs.

Tableau 3
Charges

	Août			Avril à août		
	2025[1]	2026	Variation	2025-2026[1]	2026-2027	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Programme de la Sécurité de la vieillesse	6 745	7 169	6,3	33 788	35 629	5,4
Prestations d'assurance-emploi	2 449	2 990	22,1	10 800	11 845	9,7
Prestations pour enfants	2 390	2 561	7,2	12 133	12 679	4,5
Total des principaux transferts aux particuliers	11 584	12 720	9,8	56 721	60 153	6,1
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités						
Transfert canadien en matière de santé	4 557	4 785	5,0	22 785	23 930	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 451	1 495	3,0	7 257	7 474	3,0
Péréquation	2 181	2 263	3,8	10 904	11 317	3,8
Formule de financement des territoires	373	397	6,4	2 876	3 062	6,5
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	-	1	s.o.	2 416	2 050	-15,1
Fonds pour bâtir des collectivités fortes – Volet communautaire	147	9	-93,9	1 243	1 233	-0,8
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires[2]	-	-	s.o.	2 150	909	-57,7
Autres arrangements fiscaux[3]	-670	-698	-4,2	-3 124	-3 459	-10,7
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	8 039	8 252	2,6	46 507	46 516	0,0
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers	82	31	-62,2	2 551	388	-84,8
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	5 836	5 915	1,4	31 917	35 234	10,4
Charges de fonctionnement	10 329	10 065	-2,6	49 467	53 661	8,5
Total des charges de programmes directes	16 165	15 980	-1,1	81 384	88 895	9,2
Total des charges de programmes excluant les pertes et les gains actuariels nets	35 870	36 983	3,1	187 163	195 952	4,7
Frais de la dette publique	4 408	5 119	16,1	23 005	25 099	9,1
Total des charges excluant les pertes et les gains actuariels nets	40 278	42 102	4,5	210 168	221 051	5,2
Pertes actuarielles nettes (gains actuariels nets)	735	-1 810	-346,3	2 075	-150	-107,2
Total des charges	41 013	40 292	-1,8	212 243	220 901	4,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Certaines données comparatives ont été reclassées pour refléter la présentation de l'exercice en cours. En particulier, le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs est inclus dans les autres paiements de transfert, ce qui cadre avec la fin des mesures de soutien temporaires liées à la COVID-19. De plus, certaines autres sommes ont été reclassées et sont passées des catégories des charges de fonctionnement et des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités à la catégorie des autres paiements de transfert pour refléter leur présentation prévue dans les Comptes publics du Canada.

[2] Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan *Travailler ensemble* et les accords bilatéraux pour *Vieillir dans la dignité*. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de traitement contre la toxicomanie ont été intégrés dans ces accords.

[3] Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec de façon continue à l'égard d'un transfert historique de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments. En ce qui concerne l'abattement du Québec aux fins des paiements de remplacement pour les programmes permanents, les sommes versées au Québec au titre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et de la péréquation sont inscrites ci-dessus de la même façon que les transferts aux autres provinces. Toutefois, puisqu'une partie des transferts versés au Québec prend la forme d'un abattement de l'impôt fédéral, ce montant doit être soustrait des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités. La partie restante de l'abattement du Québec correspond aux sommes recouvrées à l'égard du transfert de points d'impôt aux fins de l'ancien programme des allocations aux jeunes.

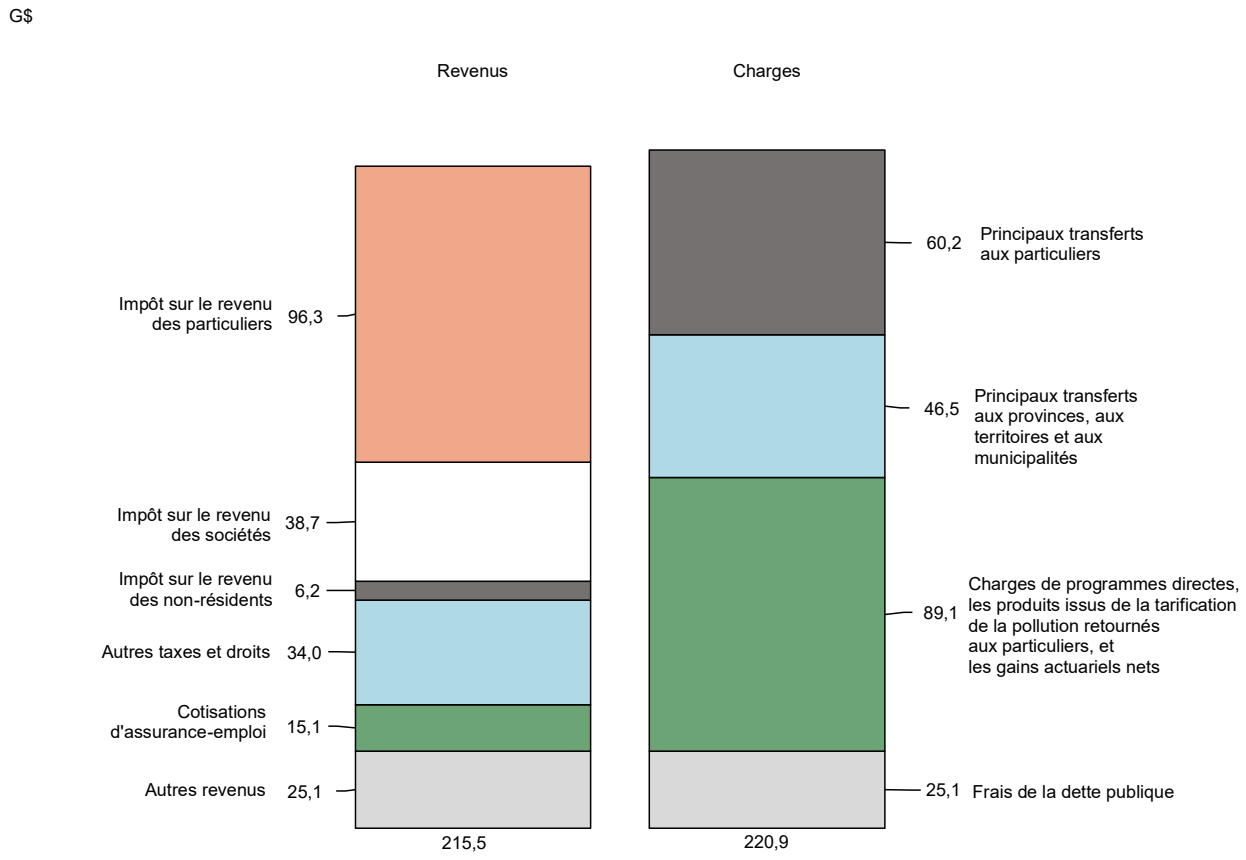
Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4
Total des charges, par article de charges

	Août			Avril à août		
	2025[1]	2026	Variation	2025-2026[1]	2026-2027	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert	25 541	26 918	5,4	137 696	142 291	3,3
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes et gains actuariels nets	6 945	4 953	-28,7	31 250	30 643	-1,9
Transports et communications	233	229	-1,7	1 024	1 152	12,5
Information	22	43	95,5	141	158	12,1
Services professionnels et spéciaux	1 546	2 296	48,5	6 362	8 383	31,8
Location	314	119	-62,1	2 193	2 102	-4,1
Réparation et entretien	415	398	-4,1	1 303	1 470	12,8
Services publics, fournitures et approvisionnements	164	155	-5,5	1 115	1 362	22,2
Autres subventions et charges	215	1 396	549,3	3 559	6 041	69,7
Amortissement des immobilisations corporelles	464	455	-1,9	2 457	2 294	-6,6
Perte nette sur cession de biens	11	21	90,9	63	56	-11,1
Total des autres charges	10 329	10 065	-2,6	49 467	53 661	8,5
Total des charges de programmes excluant les pertes et gains actuariels nets	35 870	36 983	3,1	187 163	195 952	4,7
Frais de la dette publique	4 408	5 119	16,1	23 005	25 099	9,1
Total des charges excluant les pertes et gains actuariels nets	40 278	42 102	4,5	210 168	221 051	5,2
Pertes actuarielles nettes (gains actuariels nets)	735	-1 810	-346,3	2 075	-150	-107,2
Total des charges	41 013	40 292	-1,8	212 243	220 901	4,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
[1] Certaines données comparatives ont été reclassées afin de refléter la présentation de l'exercice en cours.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril à août 2026)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 60,1 milliards de dollars d'avril à août 2026

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 5,4 milliards de dollars et des besoins financiers de 54,8 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à août 2026 s'est soldée par des besoins financiers de 60,1 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 47,7 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Août		Avril à août	
	2025	2026	2025-2026	2026-2027
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 280	-223	-11 067	-5 364
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-674	2 846	-17 151	-24 192
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	2 608	-1 477	4 849	1 055
Comptes de changes et produits dérivés	556	-38	2 967	-1 394
Prêts, placements et avances	-5 159	-4 668	-23 669	-24 941
Actifs non financiers	-454	-1 857	-3 664	-5 306
Total des opérations non budgétaires	-3 123	-5 194	-36 668	-54 778
Ressources ou besoins financiers	-6 403	-5 417	-47 735	-60 142

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 64,0 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 60,1 milliards de dollars et haussé ses soldes de trésorerie de 3,8 milliards de dollars en augmentant la dette non échue de 64,0 milliards de dollars. L'accroissement de la dette non échue a été obtenu par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

À la fin du mois d'août 2026, les soldes de trésorerie se chiffraient à 52,2 milliards de dollars, soit 36,1 milliards de dollars de moins qu'à la fin du mois d'août 2025.

Tableau 6
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Août		Avril à août	
	2025	2026	2025-2026	2026-2027
Ressources ou besoins financiers	-6 403	-5 417	-47 735	-60 142
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	16 779	5 557	72 103	43 268
Bons du Trésor	6 000	-1 018	24 530	22 291
Total des emprunts en dollars canadiens	22 779	4 539	96 633	65 559
Emprunts en devises	-1 035	-89	-6 936	-1 434
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	21 744	4 450	89 697	64 125
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	56	-29	145	-151
Variation nette dans les activités de financement	21 800	4 421	89 842	63 974
Variation de la trésorerie	15 397	-996	42 107	3 832
Trésorerie à la fin de la période			88 248	52 171

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Gina Clark à l'adresse suivante : gina.clark@fin.gc.ca.

Octobre 2026